

TABEAU DE RECOURS RÉGIONAUX POUR VIOLATION DES DROITS LGBT –  
AFRIQUE CENTRALE

Abréviations :

CharteADHP : Charte africaine des droits de l'homme et des peuples  
ComADHP : Commission africaine des droits de l'homme et des peuples  
CourADHP : Cour africaine des droits de l'homme et des peuples  
Protocole : PROTOCOLE RELATIF A LA CHARTE AFRICAINE DES DROITS DE  
L'HOMME ET DES PEUPLES PORTANT CRÉATION D'UNE COUR AFRICAINE  
DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

Pays	Recours devant les juridictions régionales	Texte correspondant	Saisine de la juridiction	Compétence	Procédure	Condition précises du droit d'introduire l'action	Finalité
<b>BURUNDI</b> : <a href="#">ratification</a> de la Charte en 1963 <b>CAMEROUN</b> : <a href="#">ratification</a> de la Charte en 1963 <b>CONGO</b> : <a href="#">ratification</a> de la Charte en 1963 <b>GABON</b> : <a href="#">ratification</a> de la Charte en 1963 <b>GUINÉE-ÉQUATORIALE</b> : <a href="#">ratification</a> de la Charte en 1968 <b>UGANDA</b> : <a href="#">ratification</a> de la Charte en 1963 <b>RCA</b> : <a href="#">ratification</a> de la Charte en 1965 <b>RDC</b> : <a href="#">ratification</a> de la Charte en 1963 <b>RWANDA</b> : <a href="#">ratification</a> de la Charte en	Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (ComADHP) - <b>COMPÉTENCE CONTENTIEUSE</b>	Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples, adoptée le 27 juin 1981	<b>Condition 1</b> : Qui peut déposer plainte devant la Commission : <ul style="list-style-type: none"><li>- Etat (article 46 de la CharteADHP)</li><li>- organisation (article 55 de la CharteADHP)</li><li>- particulier</li></ul> <b>Condition 2</b> : plainte doit être dirigée contre un Etat qui fait partie de la CharteADHP	<b>Instaurée par l'article 30 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Elle est chargée de trois missions :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- la protection des droits de l'homme et des peuples</li><li>- la promotion des droits de l'homme et des peuples</li><li>- l'interprétation de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples</li></ul> Les compétences de la Commission sont énoncées à l'article 45 de la Charte. <b>Articles 46 à 54 CharteADHP --- compétence et procédure devant la Commission</b> <b>articles 55 et suivants --- commission reçoit des communications d'autres acteurs que les EP.</b> <b>Articles 60, 61 et suivants, les principes &amp; RDD applicables à la commission.</b> <b>Règlement intérieur la commission</b> <a href="https://achpr.au.int/fr/rules-procedure">https://achpr.au.int/fr/rules-procedure</a>	<b>Epuisement des voies de recours interne</b> <b>Article 50 de la CharteADHP + Article 56 Charte ADHP</b> <b>Exceptions :</b> <a href="#">ComADPH, 2005, Lawyers for Human Rights c. Swaziland, 27 avril -11 mai 2005, com' n°251/02</a>  Exemple de non-épuisement pour défaut d'invocation en substance des griefs (ComADHP, 2011, <a href="#">Samuel T. Muzerengwa and 110 others v Zimbabwe</a> )  Pas d'obligation d'épuiser les voies de recours parallèles dans certains cas (ComADHP, 2011, <a href="#">Priscilla Njeri Echaria c. Kenya</a> )  Recours adéquat, effectif, utile et accessible <ul style="list-style-type: none"><li>- <a href="#">Adequat</a> (ComADPH, 2000, <a href="#">Davidá Jawara c. Gambie</a>)</li><li>- <a href="#">Effectif</a> (ComADHP, <a href="#">Priscilla Njeri Echaria c. Kenya, 2011</a>)</li></ul>	Victime pas auteur du recours forcément / différence entre la qualité de victime et la qualité à agir  <a href="#">ComADHP, 2001, Social and Economic Rights Action Center et Center for Economic and Social Rights c. Nigérie</a> = actio popularis possible + ONG  <a href="#">ComADHP, 2006, FIDH et a. c. Sénégal</a> : CharteADHP n'exige pas que les victimes d'une communication soient identifiées => seule l'identification de l'auteur de la communication est requise.  Qualité de victime  - <b>Victime directe</b> : vaut que pour les violations de droit des individus, groupes d'individus ou des peuples mais pas pour les droits des personnes morales de droit privé ou de droit public (CourADHP, 2018, <a href="#">Jean-Claude Roger Gombert c. Côte d'Ivoire</a> )	<b>Article 52 de la Charte ADHP</b>  Commission fait des <b>recommandations</b> à : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'Etat</li><li>- Conférence de l'UA</li></ul>

1963 <b>SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE</b> : <i>ratification</i> de la Charte en 1975 <b>TCHAD</b> : <i>ratification</i> de la Charte en 1963					<ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Utile</b></li><li>- <b>Accessible</b><ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Violations massives des droits de l'Homme</b> rendant les recours inefficaces (ComADHP, 1996, <i>Organisation mondiale contre la torture c. Rwanda</i>)</li><li>- <b>Problème d'indépendance et d'impartialité des Trib</b> rendant les recours inefficaces (ComADHP, 1999, <i>Amnesty International c. Soudan</i>)</li></ul></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Victime indirecte</b> (ComADHP, 2007, <i>Article 19 c. Erythrée</i>)</li><li>- <b>Victime potentielle</b> : décision n'est pas encore exécutée mais si l'Etat autorise à poursuivre la décision, il y aura une violation du texte international de protection des droits de l'homme (ComADHP, 2000, <i>Kazeem Aminu c. Nigéria</i> )</li></ul>	
				<b>Compétence ratione personae</b> N/A	<b>Anonymat de la requête</b>  <b>ARTICLE 56</b> - L'identité de l'auteur de la requête doit être donnée même si celui-ci demande à la Commission de garder l'anonymat;		
				<b>Compétence ratione loci</b> La Commission est compétente pour examiner les plaintes si la violation a eu lieu sur le territoire d'un <b>Etat Partie à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples</b> (ComADPH, 2005, <i>Lawyers for Human Rights c. Swaziland</i> , 27 avril -11 mai 2005, com" n°251/02)	<b>Délai d'introduction de la communication</b>  <b>Article 56 CharteADHP</b> - Il faut un délai raisonnable après épuisement des voies de recours interne  Incertitude <b>ComADHP</b> :  ComADHP, 2009, <i>Darfur Relief and Documentation Centre c. Soudan</i> : <b>commun introduite bien ap moment considéré comme raisonnable</b> en tenant compte p. CREDH et CRIADH + aucune raison impérieuse de la longue attente  + ComADHP 2017, <i>Gabriel Shumba c. Zimbabwe</i> , <i>préc.</i> : 16 mois ap faits = pas déraisonnable		
				<b>Compétence ratione materiae</b>  Compétence large : <b>Article 60 CharteADHP</b>  La Commission s'inspire du droit international relatif aux droits de l'homme et des peuples, notamment des dispositions des divers instruments africains relatifs aux droits de l'homme et des peuples, des dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, de la Déclaration Universelle des	<b>Litispendance</b>  <b>Article 56 CharteADHP</b> : Les communications ne doivent pas "concerner des cas qui ont été réglés conformément soit aux principes de la Charte des Nations Unies, soit de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine et soit des dispositions de la présente Charte."  ComADHP estime que la soumission d'une affaire au Conseil de Sécurité de l'ONU ou au Comité des droits de		

				<p>Droits de l'Homme, des dispositions des autres instruments adoptés par les Nations Unies et par les pays africains dans le domaine des droits de l'homme et des peuples ainsi que des dispositions de divers instruments adoptés au sein d'institutions spécialisées des Nations Unies dont sont membres les parties à la présente Charte.</p> <p><b>Compétence ratione temporis</b></p> <p><b>Non rétroactivité des traités</b> : non compétente si litige antérieur à la date d'entrée en vigueur de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. (ComADHP, 2005, <i>Lawyers for Human Rights c. Swaziland</i>)</p>	<p>l'homme permet pas de déclarer une affaire irrecevable « peut être saisi d'une pétition individuelle</p> <p>ComADH, 2009, <i>Sudan Human Rights organisation et Center on Housing Rights and Evictions c. Soudan</i></p> <p>ComADHP, <i>Mpakio-Noussu c Zaïre</i> : pas présenter l'affaire à la Commission si le Comité des droits de l'homme a déjà connu de l'affaire, solution retenue par la CADHP dans <i>CourADHP, 2019, Dexter Eddie Johnson c. Ghana</i></p> <p><b>Bien fondé de la requête</b></p> <p><b>Article 56§4 de la CharteADHP</b> : Charte africaine mentionne pas expressément cela</p> <p>ComADHP, 2000, <i>Dawda Jawara c. Gambie, préc</i> : rejette pas la requête sur le fondement que les informations viennent de "moyens de communication de masse"</p> <p>+ Article 56§3 CharteADHP : pas de termes injurieux dans la requête obligatoire</p>		
<p><b>BURUNDI</b> : <i>ratification</i> de la Charte en 1963</p> <p><b>CAMEROUN</b> : <i>ratification</i> de la Charte en 1963</p> <p><b>CONGO</b> : <i>ratification</i> de la Charte en 1963</p> <p><b>GABON</b> : <i>ratification</i> de la Charte en 1963</p> <p><b>GUINÉE ÉQUATORIALE</b> : <i>ratification</i> de la Charte en 1968</p> <p><b>UGANDA</b> : <i>ratification</i> de la Charte en 1963</p> <p><b>RCA</b> : <i>ratification</i> de la Charte en 1965</p> <p><b>RDC</b> : <i>ratification</i> de la Charte en 1963</p>	<p>Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (ComADHP) - <b>COMPÉTENCE CONSULTATIVE</b></p> <p>Depuis son existence, la Commission n'a rendu qu'un seul avis consultatif : <i>Commission ADHP, Avis consultatif de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i>, 30 mai 2007.</p>	<p>Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples, adoptée le 27 juin 1981</p>		<p><b>Article 45 de la CharteADHP</b></p> <p>T.), encourager les organismes nationaux et locaux s'occupant des droits de l'homme et des peuples et, le cas échéant, donner des avis ou faire des recommandations aux gouvernements"</p> <p><i>"Interpréter toute disposition de la présente Charte à la demande d'un Etat partie, d'une institution de l'OUA ou d'une Organisation africaine reconnue par l'OUA."</i></p> <p>=&gt; Interprète que la Charte contrairement à la CourADHP</p>			

<p><b>RWANDA</b> : ratification de la Charte en 1963</p> <p><b>SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE</b> : ratification de la Charte en 1975</p> <p><b>TCHAD</b> : ratification de la Charte en 1963</p>							
<p><b>BURUNDI</b> : ratification du Protocole de Ouagadougou en 2003 • <b>PAS de déclaration</b> de reconnaissance de la compétence de la Cour pour recevoir des requêtes introduites directement par des ONG et des individus</p> <p><b>CAMEROUN</b> : ratification du Protocole de Ouagadougou en 2014 • <b>PAS de déclaration</b> de reconnaissance de la compétence de la Cour pour recevoir des requêtes introduites directement par des ONG et des individus</p> <p><b>CONGO</b> : ratification du Protocole de Ouagadougou en 2010 • <b>PAS de déclaration</b> de reconnaissance de la compétence de la Cour pour recevoir des requêtes introduites directement par des ONG et des individus</p> <p><b>GABON</b> : ratification du Protocole de Ouagadougou en 2000 • <b>PAS de déclaration</b> de reconnaissance de la compétence de la Cour pour recevoir des requêtes introduites directement par des ONG et des individus</p> <p><b>GUINÉE-ÉQUATORIALE</b> : <b>PAS de ratification</b> du Protocole de Ouagadougou</p>	<p>Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CourADHP) • <b>COMPÉTENCE CONTENTIEUSE</b></p>	<p><b>Textes et protocoles :</b></p> <p>Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples, adoptée le 27 juin 1981</p> <p>Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (Protocole de Ouagadougou), adopté le 10 juin 1998</p> <p>Règlement de la Cour</p> <p><b>Texte/Déclaration permettant la compétence du Comité :</b></p> <p>Pour pouvoir envoyer une requête à la CourADHP, il faut que l'Etat ait ratifié le Protocole de Ouagadougou reconnaissant la compétence de la CourADHP</p> <p>Il faut également déclaration en vertu de l'article 34(8) du Protocole, permettant à la Cour d'examiner les requêtes déposées par les particuliers et ONG (Burkina Faso, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Mali, Niger)</p>	<p>Qui peut saisir la Cour :</p> <p><b>Règle 39 du Règlement de la Cour</b></p> <p>a) La Commission ;</p> <p>b) L'Etat partie qui a saisi la Commission ;</p> <p>c) L'Etat partie contre lequel une plainte a été introduite devant la Commission ;</p> <p>d) L'Etat partie dont le ressortissant est victime d'une violation de droits de l'homme ;</p> <p>e) Les ONG africaines ;</p> <p>f) Un <b>individu</b> ou une <b>ONG</b> dotée du statut d'observateur auprès de la Commission, pour autant que les exigences portées par l'article 34, alinéa 6 du Protocole soient remplies" <u><b>c'est à dire :</b></u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>ONG</b> doit être dotée du statut d'observateur auprès de la Commi</li><li>•</li><li>- <b>ONG et individu</b> fait partie des Etats parties ayant déclaré accepter la compétence de la Cour</li></ul> <p>• Article 5 du Protocole de Ouagadougou</p> <p><b>IL FAUT UNE</b> déclaration de reconnaissance de la compétence de la Cour pour recevoir des requêtes introduites directement par des <b>ONG et des individus</b></p>	<p><b>Compétence ratione personae:</b></p> <p>CourADHP, Michelot Yogogombaye c. Sénégal, 2009: La Cour est compétente pour un litige contre un <b>Etat Partie</b> lié par la Charte Africaine et le Protocole de Ouagadougou</p> <p><b>Compétence ratione loci:</b></p> <p>La Cour est compétente pour examiner les plaintes si la violation a eu lieu sur le territoire d'un <b>Etat Partie à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples</b> (Notamment CourADHP, 2022, <b>Rajabu Yusufu c. République-Unie de Tanzanie</b>, §38)</p>	<p><b>Épuisement des voies de recours interne</b> □</p> <p>Les requêtes examinées doivent nécessairement être <b>postérieures</b> à l'épuisement des recours internes <b>à moins</b> qu'il ne soit manifeste que la procédure de ces recours <b>se prolonge de façon anormale</b> (CourADHP, 5 février 2025, <b>Kouadio Kobena Forry c. République de Côte d'Ivoire</b>)</p> <p>Non obligation d'épuiser les voies de recours extraordinaires (CourADHP, 2016, <b>Mohamed Abubakar c. République-Unie de Tanzanie</b>, §66 à 68)</p> <p>Doit au minimum invoquer en substance les griefs en interne</p> <p>Recours adéquat, effectif, utile et accessible</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Adéquat :</b><ul style="list-style-type: none"><li>- Recours doit être suffisant de sorte à répondre à la situation du requérant (CourADHP, 2017, <b>Mamadou Diakité et un autre c. République du Mali</b>)</li></ul></li><li>- <b>Effectif</b> (CourADHP, 2014, <b>Norbert Zongo, Aboudy Nkama et Abassé, Ernest Zongo et Blaise Ibourdo et Mouvement Burkinabè des droits de l'homme et des peuples c. Burkina Faso</b>)</li><li>- <b>Utile</b> (CourADHP, 24 mars 2022, <b>Rajabu Yusufu c. Tanzanie</b>)</li><li>- <b>Accessible :</b><ul style="list-style-type: none"><li>- Recours doit pouvoir être disponible, c'est à dire que le recours doit être utilisé sans</li></ul></li></ul>	<p>Victime pas auteur du recours forcément / <b>différence entre la qualité de victime et la qualité à agir</b></p> <p>Qualité de victime</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Victime directe</b> : vaut que pour les violations de droit des individus, groupes d'individus ou des peuples mais pas pour les droits des personnes morales de droit privé ou de droit public (CrADHP, 2021, <b>Confédération des travailleurs du Mali c. Mali</b>)</li><li>- <b>Victime indirecte</b></li><li>- <b>Victime potentielle</b> : décision n'est pas encore exécutée mais si l'Etat autorise à poursuivre la décision, il y aura une violation du texte international de protection des droits de l'homme</li></ul>	<p><b>Arrêts contraignant</b></p>

<p><b>UGANDA</b> : ratification du Protocole de Ouagadougou en 2001 • <b>PAS de déclaration</b> de reconnaissance de la compétence de la Cour pour recevoir des requêtes introduites directement par des ONG et des individus</p> <p><b>RCA</b> : <b>PAS de ratification</b> du Protocole de Ouagadougou</p> <p><b>RDC</b> : ratification du Protocole de Ouagadougou en 2017 • <b>PAS de déclaration</b> de reconnaissance de la compétence de la Cour pour recevoir des requêtes introduites directement par des ONG et des individus</p> <p><b>RWANDA</b> : ratification du Protocole de Ouagadougou en 2003 • <b>PAS de déclaration</b> de reconnaissance de la compétence de la Cour pour recevoir des requêtes introduites directement par des ONG et des individus</p> <p><b>SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE</b> : <b>PAS de</b> ratification du Protocole de Ouagadougou</p> <p><b>TCHAD</b> : ratification du Protocole de Ouagadougou en 2018 • <b>PAS de déclaration</b> de reconnaissance de la compétence de la Cour pour recevoir des requêtes introduites directement par des ONG et des individus</p>			<p>Article 5(3) du Protocole « CourADHP, Michelot Yogogombaye c. Sénégal, 2009]</p> <p>EX : CourADHP, 2022, Bernard Anbatsayela Mornah c. Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Malawi, Ghana, Tanzanie, Tunisie : introduit recours contre des Etats qui ont acceptés possibilité pour les individus et les ONG d'introduire une requête quand il y a une violation avec manquement des Etats</p> <p>_____</p> <p><b>IMPORTANT :</b></p> <p>Les conditions suivantes dans le tableau ne sont donc pas applicables pour les ONG et les individus pour introduire une requête directement</p> <p>_____</p>		<p>obstacle pour les requérants (CourADHP, 2021, Sébastien Germain Marie Aikoué Ajavon c. République du Bénin)</p> <p>- <b>Dysfonctionnement de justice</b> ds cas particulier (CourADHP, 2018, Sébastien Germain Ajavon c. Bénin : Juridiction spéciale créée pour poursuivre Monsieur car acquitté par les juridictions ordinaires → question sur l'impartialité et l'indépendance et que les chances de succès sont négligeables « recours indisponible et inefficace)</p>		
					<p><b>Anonymat de la requête</b></p> <p>Règlement intérieur de la Cour : <b>Règle 50 - Recevabilité des requêtes</b> - communications reçues par la Commission doivent toujours indiquer l'identité de l'auteur (même si demande anonyme)</p>		
			<p><b>Compétence ratione materiae:</b></p> <p><b>Protocole relatif à Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples - Article 3 :</b></p> <p>Charte « présent Protocole « tout autre instrument pertinent relatif aux droits de l'homme et ratifié par les Etats concernés</p> <p>(CourADHP, 2025, Brahim Ayed c. République Tunisienne)</p>		<p><b>Délai d'introduction de la requête</b></p> <p>CourADHP, 2013, Révérend Mitikila c. Tanzanie: analyse au cas par cas.</p> <p><b>SITUATION PARTICULIÈRE</b> pour les requérants notamment les détenus (pas forcément acés à info et peut pas se faire aider par avocat) « CourADHP, 2016, Mohamed Abubakar c. Tanzanie donc délai de 3 ans pas déraisonnable.</p>		

				<p><b>ATTENTION : les Etats ne sont pas forcément engagés -&gt; ils peuvent avoir émis des réserves ou ne pas avoir ratifié certains protocoles additionnels.</b></p> <p>Toutefois, la Cour n'est pas compétente pour les violations de droit international humanitaire.</p>	<p>+ CourADHP, 2019, <i>Kenedy Ivan c. Tanzanie</i> = réduction criminelle de 30 ans prison, <b>délai de 6 mois</b> au départ mais la Cour écarte l'argument et reprend les éléments de vulnérabilité donc délai de 4 ans et 36 jours pas déraisonnable.</p> <p>Parfois sévère = CourADPH, 2022, <i>Rajabu Yusuph c. Tanzanie</i> : réduction criminelle à perpétuité = Cour retient pas l'argument de vulnérabilité pour détenu mineur pour retenir délai raisonnable (pas d'assistance juridique, découvre Cour tardivement et d'autres défenses font aussi requêtes mais pour lui délai déraisonnable) = <b>Critique</b> du manque de cohérence de la jurisprudence de la Cour</p>		
				<p><b>Compétence ratione temporis :</b></p> <p><b>Non rétroactivité des traités</b> : non compétente si litige antérieur à la date d'entrée en vigueur de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CourADHP, 2022, <i>Igola Iguna c. République-Unie de Tanzanie</i>)</p> <p>Même chose pour autres instruments internationaux (CrADHP, 2016 <i>Action pour la protection des droits de l'homme (APDH) c. Côte d'Ivoire</i>)</p> <p><b>Date à prendre considération</b>, pour la Cour, entrée en vigueur de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Charte,</li><li>- Protocole et dépôt de déclaration acceptant la compétence de la Cour pour connaître des requêtes présentées par des individus</li></ul> <p>Note : Préavis de <b>1 an</b> lorsque retrait du Protocole de Ouagadougou par un Etat (CrADHP, 2016, <i>Victoire Ingabire Umuhoza c. Rwanda</i>)</p>	<p><b>Interdiction de la litispendance et des recours successifs</b></p> <p>Litispendance possible quand organes sont = <b>instance publique, internationale, indépendant, judiciaire ou quasi-judiciaire, ayant pouvoir de déterminer les responsables et tendre à faire cesser violations</b></p> <p>Conception particulière CourADHP :</p> <p><i>CourADHP, 2020, Suy Bi Gohore Emile c. Côte d'Ivoire</i> = requérants identiques avec une autre affaire alors que c'est pas le cas.</p> <p>+ CourADHP, 2022, <i>Emil Touray et a. c. République de Gambie</i>.</p> <p><b>Art 56 §7 de Charte africaine</b></p> <p><i>CourADHP, 2019, Dexter Eddie Johnson c. Ghana</i> : Etat tient pas compte des recommandations du Comité des droits de l'homme donc fait une requête devant CourADHP mais dit <b>change rien au fait que l'affaire a déjà bien été réglée par une autre instance internationale.</b></p>		

				<b>Distinction</b> entre versant substantiel (hors compétence ratione temporis) et versant procédural (dans compétence ratione temporis) : <ul style="list-style-type: none"><li>- Actes instantanés : assassinat en dehors de la compétence RT mais enquête se poursuit après entrée en vigueur de Charte - <i>C/ADHP, Norbert Zongo, 2014</i></li></ul>	=> condamnation à mort mais la Cour déclare le recours irrecevable.		
					<b>Bien fondé de la requête</b>  Règle 48 du Règlement de la Cour : La Cour rejette la requête quand elle estime qu'elle est <b>manifestement non fondée</b>		
<b>BURUNDI</b> : ratification du Protocole de Ouagadougou en 2003  <b>CAMEROUN</b> : ratification du Protocole de Ouagadougou en 2014  <b>CONGO</b> : ratification du Protocole de Ouagadougou en 2010  <b>GABON</b> : ratification du Protocole de Ouagadougou en 2000  <b>GUINÉE-ÉQUATORIALE</b> : <b>PAS de</b> ratification du Protocole de Ouagadougou  <b>UGANDA</b> : ratification du Protocole de Ouagadougou en 2001  <b>RCA</b> : <b>PAS de ratification</b> du Protocole	<b>Cour africaine des droits de l'homme et des peuples - COMPÉTENCE CONSULTATIVE</b>  Très peu utilisée comparée à la compétence contentieuse. Depuis sa création, elle n'a reçu que 15 demandes d'avis consultatifs en réponse auxquelles elle n'a rendu que 3 décisions. Les 6 autres demandes ont été radiées du rôle par simple ordonnance, parce qu'elles ne satisfaisaient pas aux exigences formelles et/ou substantielles de l'article 4 du Protocole. Sur les neuf décisions rendues par la Cour, six d'entre elles concluent à l'incompétence et rejettent la requête.  <b>La Cour n'a rendu que trois avis consultatifs dans lesquels elle répond à la question qui lui est posée.</b>	<b>Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (Protocole de Ouagadougou)</b>	<b>ARTICLE 4</b> du Protocole de Ouagadougou (portant création de la CourADPH)  A la demande : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un Etat membre de l'OUA,</li><li>- de l'OUA,</li><li>- de tout organe de l'OUA ou</li><li>- d'une organisation africaine reconnue par l'OUA.</li></ul> <b>Si étend ce texte, cela veut dire que les ONG peuvent aussi demander un avis à la Cour</b>	<b>compétence ratione personae</b> :  <b>Base juridique</b> : <ul style="list-style-type: none"><li>- Article 4(1) du Protocole</li><li>- Règle 82(1) Règlement de la Cour</li><li>- Article 5(1) de l'Acte constitutif de l'UA (liste limitative, à l'origine du débat sur le Comité)</li><li>- Décision relative à la demande d'Avis consultatif sur la signification de la mention « une organisation africaine reconnue par l'UA » (26 mai 2017, Demande n° 001/2013, §§ 46-53)</li></ul> <b>Entités pouvant demander un avis consultatif</b> : <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Etats membres</b> : Tout État membre de l'UA peut saisir la Cour, sans exigence de ratification du Protocole.</li><li>- <b>L'UA</b> : L'Union Africaine peut demander un avis consultatif à la Cour.</li><li>- <b>Organes de l'UA</b> : Le Parlement panafricain et, de manière controversée, le Comité africain d'experts</li></ul>	<b>Conditions de recevabilité</b> :  <b>Épuisement des voies de recours internes</b> : non applicable car avis consultatif.	<b>Conditions d'introduction</b> :  <b>Règle 82(2)</b> du Règlement Intérieur de la <i>Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples</i> :  La demande d'avis consultatif doit contenir : le contexte ou les circonstances à l'origine de la demande, ainsi que les noms et adresses des représentants des entités ayant introduit la demande.   <b>Article 4(1)</b> du Protocole et règle 82 du Règlement intérieur :  - <b>Initiation</b> : La procédure se déclenche par le dépôt d'une demande d'avis conforme aux exigences formelles et substantielles. - <b>Cadre formel</b> : La demande doit respecter les	Non contraignant.

sur les droits et le bien-être de l'enfant, même s'il n'apparaît pas explicitement dans la liste de l'Acte constitutif.

- **Organisations africaines** : Ouvert aux « organisations africaines reconnues par l'UA », le terme « organisation » étant interprété de manière large (couvrant aussi bien les organisations intergouvernementales que certaines ONG).

#### Interprétation par la Cour :

- **Largeur** : La Cour adopte une interprétation large pour permettre aux États et aux organisations intergouvernementales d'exercer leur droit de saisine.

- **Débat sur le Comité** : La Cour a admis que le Comité pouvait être considéré comme un organe de l'UA parce que « les décisions prises par les organes politiques au sujet des rapports présentés par le Comité apparaissent aussi aux côtés de celles concernant les autres organes » (Décision du 26 mai 2017, §§ 46-53). Toutefois, cette interprétation est critiquée car elle va au-delà de la liste exhaustive figurant dans l'Acte constitutif – la Cour précisant que « lorsqu'une liste exhaustive est fournie dans un traité, elle ne peut pas être interprétée pour y insérer une entité qui n'y est pas mentionnée » (cf. § 16 de la même décision).

- **Pour les ONG** : La Cour se montre inclusive quant à la notion d'« organisation », tout en exigeant pour celles-ci une reconnaissance juridique formelle par l'UA.

#### compétence ratione materiae:

##### Base juridique :

- Article 4(1) du Protocole: "la Cour peut donner un avis sur toute question juridique concernant la Charte ou tout autre instrument pertinent relatif aux droits de l'homme,"

- Règle 82(2) du Règlement de la Cour

- Décision relative à l'Avis consultatif sur le droit de participer à la



	<p>direction des affaires publiques (16 juillet 2021, Demande n° 001/2020)  - Référence à l'arrêt relatif aux actions pour la protection des droits de l'homme (APDH, 18 novembre 2016, Demande n° 001/2014)</p> <p>- <b>Objet juridique</b> : La compétence est limitée aux questions juridiques relatives aux droits de l'homme.  - <b>Sources applicables</b>: Couvre la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et « tout autre instrument pertinent relatif aux droits de l'homme ».  - <b>Limitation</b> : L'avis doit porter sur des questions impliquant des droits subjectifs et des obligations impératives pour les États, excluant ainsi les instruments à visée purement déclarative (ex. Protocole du Parlement panafricain).</p> <p><b>Interprétations de la Cour :</b></p> <p>- <b>Largeur vs Restriction</b> : La Cour élargit son champ en incluant « tout autre instrument pertinent », mais reste restrictive en refusant d'étendre sa compétence aux instruments dont l'objet ne confère pas directement des droits ou obligations (ex. refus de considérer le Protocole du Parlement panafricain comme un « instrument relatif aux droits de l'homme » – position évoquée dans les travaux préparatoires et dans l'avis du 16 juillet 2021).  - <b>Précision jurisprudentielle</b> : Dans l'avis du 16 juillet 2021 (Demande n° 001/2020), la Cour rappelle que pour qu'un instrument soit qualifié de relatif aux droits de l'homme, il doit comporter à la fois des droits subjectifs et des obligations contraignantes pour les États.</p>
<p>4 du Protocole de Ouagadougou</p> <p><i>onner un avis sur toute question juridique  nt la <b>Charte</b> ou tout <b>autre instrument</b> pertinent  r droits de l'homme, à <b>condition que l'objet de  onsultatif ne se rapporte pas à une requête  e devant la Commission</b></i>"</p>	<p><b>compétence ratione temporis:</b></p> <p>La demande d'avis consultatif peut être introduite à tout moment, sans condition de délai ou de période définie.</p> <p><b>Non rétroactivité des traités</b> : non compétente si litige antérieur à la date d'entrée en vigueur de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples  (CourADHP, 2022, Igola Iguna c. République-Unie de Tanzanie)</p>

Même chose pour autres instruments internationaux  
(**CrADHP, 2016 Action pour la protection des droits de l'homme (APDH) c. Côte-d'Ivoire**)

**Date à prendre considération**, pour la Cour, entrée en vigueur de :

- Charte,
- Protocole et dépôt de déclaration acceptant la compétence de la Cour pour connaître des requêtes présentées par des individus

**compétence ratione loci:**

**Base juridique :**

- **Article 4(1) du Protocole**  
- **Décision relative à la demande d'Avis consultatif sur la signification de la mention « une organisation africaine reconnue par l'UA » (voir §§ 31-32 et 47)**

- **Pour les États** : La compétence territoriale s'applique à l'ensemble des États membres de l'UA, soit l'intégralité du continent africain.
- **Pour les organisations** : L'organisation requérante doit être enregistrée en Afrique et mener des activités au-delà de son territoire d'enregistrement (à l'échelle régionale, sous-régionale ou continentale).
- **Cas de la diaspora** : Une organisation non basée en Afrique peut être qualifiée d'« africaine » si sa structure et ses activités restent essentiellement axées sur le continent.

**Interprétation de la Cour :**

- **Largeur** : L'exigence territoriale est interprétée de manière large. Par exemple, la Cour admet que des organisations de la diaspora peuvent être qualifiées d'« africaines » si elles disposent d'une structure organisationnelle essentiellement axée sur le continent (Décision du 26 mai 2017, §§ 31-32).
- **Pragmatisme** : La Cour privilégie une approche fonctionnelle de l'appartenance africaine, conciliant l'exigence formelle d'enregistrement et l'étendue des

activités sur le continent, ce qui suscite toutefois des débats sur la frontière entre reconnaissance formelle et effective.